

---

# Situation et perspectives de l'économie mondiale, 2011

---

Communiqué de presse

## **Le redressement économique mondial est menacé par un taux de chômage élevé, les austérités budgétaires et les rivalités monétaires – Un rapport de l'ONU**

*De nouveaux risques d'instabilité sur les marchés financiers*

Le redressement de l'économie mondiale commence à perdre de son élan depuis le milieu de l'année 2010 et tous les critères indiquent un affaiblissement de la croissance économique mondiale, selon un nouveau rapport des Nations unies. L'ONU prévoit une expansion de l'économie mondiale de 3,1 % en 2011 et de 3,5 % en 2012 – ce qui est loin d'être suffisant pour permettre de retrouver les niveaux d'emploi d'avant la crise.

Dans un communiqué du rapport annuel Situation et perspectives de l'économie mondiale (WESP) 2011, les Nations unies soulignent que les perspectives restent incertaines et que des risques sérieux subsistent. L'esprit de coopération entre les majeures économies s'affaiblit, réduisant considérablement l'efficacité de la réponse à la crise. Le manque de coordination dans les politiques monétaires en particulier a contribué aux incertitudes des marchés financiers. Le redressement peut subir des revers supplémentaires si les risques négatifs se concrétisent, en quel cas une récession à double creux menacerait l'Europe, le Japon et les États-Unis. Le rapport WESP 2011 déclare que pour renforcer le redressement plus de mesures de relance fiscale seront nécessaires, des mesures mieux coordonnées avec les politiques monétaires et réorientées vers la création d'emplois et vers la facilitation d'une économie mondiale durable rééquilibrée. Cela ne pourra être réalisé sans une meilleure coordination de la politique internationale.

Parmi les économies développées, les États-Unis sortent de la récession la plus longue et la plus profonde depuis la deuxième guerre mondiale. Pourtant, le rythme de la reprise est le plus faible qu'ait connu le pays à la suite d'une récession. Avec une croissance de 2,6 % en 2010, on prévoit un nouvel affaiblissement à 2,2 % en 2011 avant une légère amélioration à 2,8 % en 2012, selon le rapport. Cette croissance ne permettra pas de réduire significativement les taux de chômage, et la reprise des emplois perdus durant la crise exigera encore quatre années supplémentaires.

D'après ce rapport, les perspectives sont encore plus sombres pour l'Europe et le Japon. En admettant une croissance continue, même moyenne, en Allemagne, le produit intérieur brut de la zone euro restera virtuellement stagnant: croissance de 1,3 % en 2011 et 1 % en 2012, après 1,6 % en 2010. Certains pays européens connaîtront une croissance encore plus faible, surtout là où l'austérité budgétaire et les taux de chômage continuellement élevés répriment la demande intérieure. Ceci est particulièrement vrai en Espagne, en Grèce, en Irlande et au Portugal, pays submergés dans la dette publique. Leurs économies continueront dans la récession ou la stagnation dans l'avenir immédiat. La forte reprise initiale au Japon, alimentée par une nette augmentation de ses exportations, a commencé à faillir au milieu de 2010. Mis au défi par une déflation persistante et une forte dette publique, on s'attend à une maigre croissance économique de 1,1 % en 2011 et de 1,4 % en 2012.

Parmi les économies en transition, le produit intérieur brut de la communauté des états indépendants et de la Géorgie ont rebondi au niveau de 4 % en moyenne en 2010, surmontant une dépression profonde de plus de 7 % en 2009. On prévoit un redressement plutôt faible de l'Europe du Sud-est pour 2011 et 2012.

Les pays en voie de développement continuent d'être le moteur du redressement mondial bien que la croissance de leur production puisse se limiter à 6 % en 2011 et 2012, moins que les 7 % de 2010, dû au ralentissement des pays développés et à l'arrêt des mesures de relance. Les meilleures performances de croissance seront encore enregistrées dans *les pays en développement d'Asie*, conduits par la Chine et l'Inde, mais on s'attend à un certain ralentissement (à 7 % environ) en 2011 et 2012.

En *Amérique latine*, la croissance prévue restera relativement forte, à environ 4 %, bien que moins robuste que l'accroissement de 5,6 % du produit intérieur brut de 2010. Le Brésil qui est le moteur de la croissance régionale, continue, grâce à sa forte demande intérieure, de renforcer les exportations des pays voisins. Cette sous-région bénéficie également de ses liens économiques renforcés avec les économies émergentes de l'Asie.

On prévoit également une diminution du *Moyen-Orient* et des autres pays de *l'Asie occidentale* à 4,7 % en 2011 et 4,4 % en 2012 après un redressement économique de 5,5 % en 2010. À ce rythme, la moyenne de croissance annuelle de la production sera plus faible qu'avant la crise.

Le redressement économique reste ferme presque partout en *Afrique*. On prévoit une reprise continue d'environ 5 % par an en 2011 et en 2012, mais ce taux est bien au-dessous du potentiel et les conditions varient d'un pays à l'autre. Plusieurs économies d'Afrique de l'Est enregistrent une forte croissance, alors que d'autres parmi les pays les plus pauvres, en particulier ceux du Sahel, souffrent de la sécheresse et des conditions d'insécurité, entraînant la famine et gênant la croissance de leur économie.

**Tableau I.1**  
**Taux de croissance de la production mondiale, de 2006 à 2012**

Variations annuelles en pourcentage								variations par rapport aux prévisions des Nations unies de juin 2010 <sup>c</sup>	
	2006	2007	2008	2009	2010 <sup>a</sup>	2011 <sup>b</sup>	2012 <sup>b</sup>	2010	2011
<b>Production mondiale<sup>d</sup></b>	<b>4,0</b>	<b>3,9</b>	<b>1,6</b>	<b>-2,0</b>	<b>3,6</b>	<b>3,1</b>	<b>3,5</b>	<b>0,6</b>	<b>-0,1</b>
<i>dont:</i>									
Économies développées	2,8	2,5	0,1	-3,5	2,3	1,9	2,3	0,4	-0,2
Zone euro	3,0	2,8	0,5	-4,1	1,6	1,3	1,7	0,7	-0,2
Japon	2,0	2,4	-1,2	-5,2	2,7	1,1	1,4	1,4	-0,2
Royaume-Uni	2,8	2,7	-0,1	-4,9	1,8	2,1	2,6	0,7	-0,2
États-Unis	2,7	1,9	0,0	-2,6	2,6	2,2	2,8	-0,3	-0,3
Économies en transition	8,3	8,6	5,2	-6,7	3,8	4,0	4,2	-0,1	0,6
Fédération de Russie	8,2	8,5	5,2	-7,9	3,9	3,7	3,9	-0,4	0,7
Économies en développement	7,3	7,6	5,4	2,4	7,1	6,0	6,1	1,2	0,2
Afrique	5,9	6,1	5,0	2,3	4,7	5,0	5,1	0,0	-0,3
Nigéria	6,2	7,0	6,0	7,0	7,1	6,5	5,8	0,6	-0,5
Afrique du Sud	5,6	5,5	3,7	-1,8	2,6	3,2	3,2	-0,1	-0,3
Asie du Sud et de l'Est	8,6	9,3	6,2	5,1	8,4	7,1	7,3	1,3	0,2
Chine	11,6	13,0	9,6	9,1	10,1	8,9	9,0	0,9	0,1
Inde	9,6	9,4	7,5	6,7	8,4	8,2	8,4	0,5	0,1
Asie occidentale	6,1	5,1	4,4	-1,0	5,5	4,7	4,4	1,3	0,6
Israël	5,7	5,4	4,2	0,8	4,0	3,5	3,0	1,1	0,4
Turquie	6,9	4,7	0,7	-4,7	7,4	4,6	5,0	3,9	1,3
Amérique latine et Caraïbes	5,6	5,6	4,0	-2,1	5,6	4,1	4,3	1,6	0,2
Brésil	4,0	6,1	5,1	-0,2	7,6	4,5	5,2	1,8	-1,1
Mexique	4,9	3,3	1,5	-6,5	5,0	3,4	3,5	1,5	0,6
<i>dont:</i>									
Les pays les moins avancés	7,6	8,1	6,7	4,0	5,2	5,5	5,7	-0,4	-0,1
<i>Éléments du mémorandum:</i>									
Commerce mondial <sup>f</sup>	9,3	7,2	2,7	-11,4	10,5	6,6	6,5	-	-
Croissance de la production mondiale à parité des pouvoirs d'achat	5,1	5,2	2,7	-0,8	4,5	4,0	4,4	0,6	0,0

**Source:** ONU – Département des affaires économiques et sociales

*a* Partiellement estimé

*b* Prévisions basées sur le projet LINK et sur le modèle des Nations unies pour les prévisions économiques mondiales

*c* Voir "Situation et perspectives de l'économie mondiale pour la mi-2010" (E/2010/73) accessible sur:

*<http://www.un.org/esa/policy/wess/wesp2010files/wesp10update.pdf>  
d Moyenne pondérée des taux de croissance du produit intérieur brut, sur la base du PIB en prix et taux de change de 2005  
e Comprend le commerce international des biens et des services non facteurs. Les précédents rapports WESP n'incorporaient que le commerce des biens.*

## **Les taux de chômage élevés sont le talon d'Achille du redressement**

Le rapport de l'ONU indique que le manque d'emplois est le maillon le plus faible du redressement économique. Entre 2007 et la fin de 2009, 30 millions d'emplois, au minimum, ont été perdus dans le monde suite à la crise financière mondiale. À mesure que de nouveaux gouvernements optent pour une austérité budgétaire, les perspectives d'une reprise rapide de l'emploi apparaissent encore plus sombres.

Au début de l'année 2010, les conditions de l'emploi aux États-Unis paraissaient s'améliorer, mais elles faiblirent plus tard avec un ralentissement de la reprise et les licenciements des employés des états et des gouvernements locaux. Le taux de chômage pourrait augmenter jusqu'à 10 % au début de 2011, dépassant les 9,6 % du troisième trimestre de 2010. Toutes les prévisions indiquent qu'il faudra plusieurs années pour que le taux de chômage revienne à son niveau d'avant la crise.

Dans la zone euro, en dépit des améliorations du marché du travail en Allemagne, la moyenne des taux de chômage a encore augmenté, atteignant 10,1 % en 2010, comparée à 7,5 % avant la crise. En Espagne, le taux de chômage a plus que doublé, atteignant les 20,5 %. Il a aussi augmenté de manière spectaculaire en Irlande, atteignant 14,9 % en 2010, ainsi que dans d'autres pays de la région. Le rapport WESP prédit que le chômage en Europe ne diminuera qu'à un rythme très faible. Les conditions du marché du travail au Japon ne se sont améliorées que marginalement durant l'année 2010 et le taux de chômage devrait rester au-dessus de 5 % en 2011.

Le chômage, y compris le chômage partiel, reste très élevé parmi les jeunes (de 15 à 24 ans) dans le monde entier. À la fin de 2009, le taux de chômage mondial des jeunes atteignait 13 %, soit 81 millions de jeunes au chômage, une augmentation de 0,9 % par rapport à l'année 2008.

Le fort taux de chômage entraîne avec lui des contraintes supplémentaires pour la reprise de la consommation, et cause une réduction de la croissance de la production. Le rapport WESP remarque qu'un manque de croissance de la production provoque à son tour une réduction de la croissance de l'emploi. Plus ce cycle vicieux persiste et plus le chômage temporaire a de chances de se transformer en chômage de longue durée, affectant encore davantage le potentiel d'une croissance économique à long terme.

Le rapport de l'ONU apporte aussi l'évidence que les travailleurs des pays en voie de développement et les économies transitoires ont été gravement atteints par la crise, bien que l'impact en termes de pertes d'emplois ne soit venu que plus tard et soit resté moins persistant que dans les pays développés. En effet, les emplois ont repris dès la seconde moitié de 2009 et au bout du premier trimestre de 2010 les taux de chômage étaient retombés à leurs niveaux d'avant la crise dans un certain nombre de pays en voie de développement. Pourtant, malgré la reprise de l'emploi dans certaines parties du monde, l'économie mondiale doit encore créer un minimum de 22 millions de nouveaux emplois pour revenir au niveau de plein emploi d'avant la crise. Au rythme de redressement actuel, il faudrait au moins cinq ans pour y arriver.

## **L'augmentation de l'instabilité des taux de change**

Le rapport WESP 2011 affirme qu'il existe une possibilité réelle d'un redressement plus lent de l'économie mondiale. En plus du manque de création d'emplois, surtout dans les économies développées, l'instabilité des marchés des devises apporte des incertitudes supplémentaires à l'économie globale, ce qui pourrait encore menacer davantage le redressement. Envisageant un scénario encore plus pessimiste d'incertitude et de stagnation des politiques, l'ONU prévoit une récession à double creux en Europe en 2011 et une stagnation aux États-Unis et au Japon qui pourrait même se transformer en récession. Ceci diminuerait aussi de manière sensible les perspectives de croissance des pays en voie de développement (d'au moins 1 %).

Les tensions sur les marchés des devises sont dues en partie au manque de coordination des politiques monétaires expansionnistes, qui consistent surtout à faire imprimer plus d'argent. La facilité d'augmenter les réserves aux États-Unis fait décroître la valeur du dollar, ce qui cause des remous dans les marchés des devises du monde entier. L'objectif est de diminuer les taux d'intérêt et d'encourager les

investissements. L'ONU est d'avis que cette politique ne pourra pas être efficace tant que les systèmes financiers seront bloqués et ne serviront pas à apporter plus d'argent pour financer des investissements à la production. Par contre, davantage de capitaux affluent dans les économies émergentes et en voie de développement, pour obtenir plus de profits. À la suite de ces développements, l'euro et le yen, ainsi que les devises des économies émergentes, ont été réévalués par rapport au dollar. Il s'ensuit des interventions sur les marchés des devises et l'introduction de contrôle des capitaux par certains pays. Le rapport affirme que les tensions accrues sur les marchés financiers pourraient déclencher de nouveaux remous, mettant le redressement économique en péril.

### **Cinq défis pour un redressement économique durable**

Les dégâts potentiels des retombées provenant de ces politiques nationales soulignent à nouveau le besoin d'une coordination plus forte de la politique internationale, selon le rapport. Malheureusement, l'esprit de coopération parmi les dirigeants des économies majeures a faibli en 2010. « Pour éviter une récession à double creux et pour arriver à un redressement mondial plus équilibré et durable, il faut faire face à au moins cinq défis politiques majeurs » dit Rob Vos, le chef de l'équipe de l'ONU qui a préparé le rapport.

Il faut d'abord mettre à disposition davantage de relances budgétaires, dans les nombreux pays où elles sont encore disponibles, selon le rapport WESP 2011. Pour garantir une relance de la croissance mondiale, les économies majeures devraient coordonner leurs programmes budgétaires en conséquence et ainsi provoquer une demande extérieure pour les économies aux capacités fiscales limitées. D'après le rapport de l'ONU, la tendance actuelle des économies développées à adopter des mesures d'austérité risque de déclencher un cycle d'ajustements budgétaires en spirale qui serait néfaste à l'échelle mondiale.

Il faut ensuite réadapter les politiques économiques de façon à soutenir des mesures favorisant directement le plein emploi, à réduire les inégalités des revenus et à renforcer les capacités durables de la production.

Le rapport de l'ONU souligne encore en troisième lieu qu'il faut trouver une meilleure synergie des efforts fiscaux et monétaires pour éviter les effets négatifs des retombées internationales dues aux tensions monétaires et aux courants volatiles de capitaux à court terme. Il faudra pour cela s'accorder dans un cadre plus large sur les politiques de facilitation quantitative pour rétablir les déséquilibres mondiaux. Il faudra aussi exiger des réformes de régulation financière plus profondes, qui incluraient les transferts de capital internationaux, ainsi que le système mondial des réserves en réduisant la dépendance du dollar des États-Unis.

Le quatrième défi consiste à assurer que des réserves suffisantes soient disponibles aux pays en voie de développement, en particulier ceux qui possèdent un espace budgétaire limité et qui font face à d'importants besoins de développement, afin de leur procurer les ressources nécessaires pour atteindre les objectifs du millénaire pour le développement et pour investir dans une croissance stable et durable.

Le cinquième défi est d'obtenir une coordination efficace et sincère entre les majeures économies. Le rapport de l'ONU affirme qu'il est urgent à cet égard de rendre le cadre du G20 plus concret et spécifique afin d'atteindre un rééquilibrage mondial durable. Dans ce sens, il y aurait intérêt à établir des « zones cibles pour les comptes courants » en tant que parties d'un programme plus large qui viserait à faire face à tous les défis.

*Pour plus d'informations ou pour un interview, contacter Newton Kanhema, tél. 1-212-963-5602, courriel [kanhema@un.org](mailto:kanhema@un.org). Département de l'Information*

<http://www.un.org/esa/policy/wesp/wesp.html>

*Situation et perspectives de l'économie mondiale (WESP) est publié au début de chaque année par le Département des affaires économiques et sociales de l'ONU (UN DESA), la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (UNCTAD) et les cinq commissions régionales des Nations unies*

*Issued by the UN Department of Public Information, DPI/2584 G*